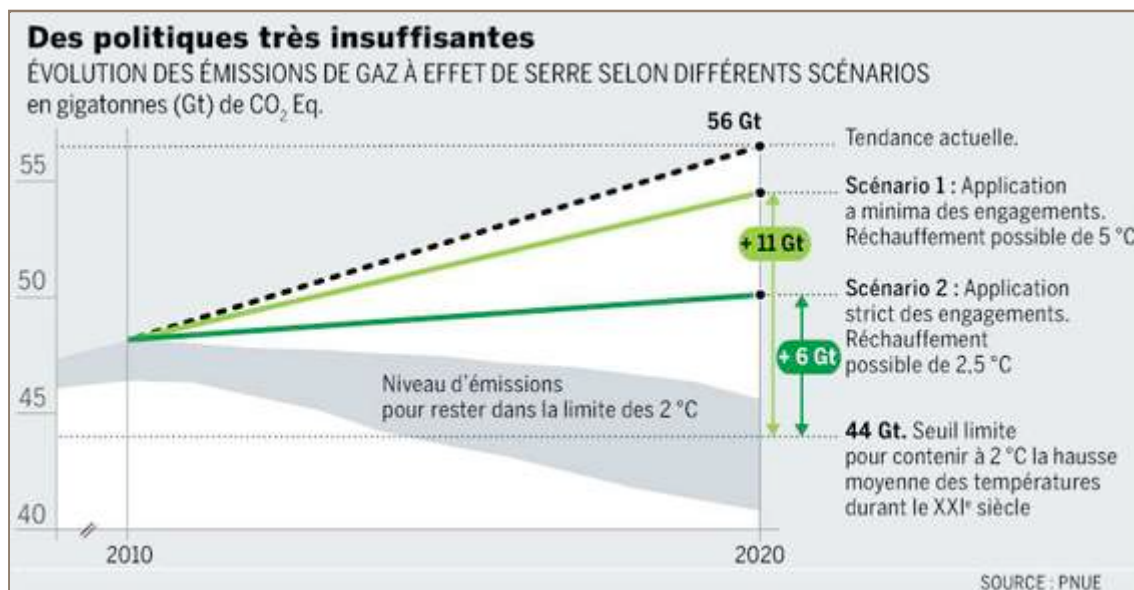


L'objectif de limiter le réchauffement à 2°C s'éloigne



A quelques jours de la conférence de Durban, des experts mettent en garde contre un emballement climatique



Le monde peut-il échapper à un réchauffement supérieur à 2 °C d'ici à la fin du siècle ? A Copenhague, en décembre 2009, conformément aux recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la nécessité de contenir " l'élévation de la température moyenne en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels " a été actée. Ce fut l'une des rares avancées de cette tristement célèbre conférence mondiale sur le climat. Pour les climatologues, en effet, franchir le seuil des 2 °C accroît fortement les risques d'être confronté à un emballement climatique irréversible et dangereux.

Deux ans plus tard, alors que les négociateurs du climat vont se retrouver à Durban, en Afrique du Sud, du 28 novembre au 9 décembre, une série de statistiques et de rapports rappelle que ce scénario, en l'état actuel des efforts engagés par les grands pays pollueurs pour infléchir leurs émissions de gaz à effet de serre, demeure illusoire. Pis, à en croire les conclusions du travail publié, mercredi 23 novembre, par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), un examen minutieux de la feuille de route des 86 pays qui ont déposé leurs engagements climatiques auprès de l'ONU montre que le niveau d'ambition est encore plus faible que ce qu'on imaginait jusqu'à présent.

Ce n'est donc pas dans une atmosphère plus chaude de 2 °C qu'il faut se projeter mais dans des courbes où la hausse moyenne des températures pourrait davantage flirter avec les 2,5°, 5° voire 6 °C, si l'on suit la mise en garde publiée le 9 novembre par l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Lundi, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a conforté ces sombres augures en annonçant un niveau record des gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère. La concentration de dioxyde de carbone, le principal gaz responsable du réchauffement, a encore augmenté de 2,3 parties par million (ppm) en 2010 pour atteindre 389 ppm. Un scénario à 2 °C suppose de ne pas dépasser 450 ppm.

Le PNUE et l'AIE ont adopté des approches différentes pour dessiner les trajectoires à venir mais ils parviennent à la même conclusion : il ne reste que quelques années - l'AIE avance 2017 - pour réorienter la machine climatique. Le travail du PNUE, centré sur les engagements des Etats, a évalué le fossé entre le niveau des émissions actuelles et le niveau auquel il faudrait les ramener pour conserver une forte probabilité de stabiliser le réchauffement. Il conclut, dans son scénario le plus optimiste - celui où les 86 pays tiennent rigoureusement leurs engagements -, que ce " gap " atteindra 6 gigatonnes en 2020, soit 1 gigatonne de plus que ce que concluaient ses travaux de décembre 2010. La hausse des températures est alors contenue à 2,5 °C. Dans ses scénarios plus pessimistes - les Etats tiennent partiellement ou pas du tout leurs promesses -, le fossé peut atteindre 12 gigatonnes, et le thermomètre s'envoler de 5 °C. Les scientifiques - au milieu des montagnes d'incertitudes qu'ils admettent volontiers - ont néanmoins une vision assez claire des étapes à franchir pour contenir le réchauffement à 2 °C. L'une des plus sensibles se situe précisément aux alentours de 2020, puisqu'elle doit marquer le pic des émissions mondiales avant une réduction drastique au cours des décennies suivantes. A cette date, leur niveau ne devrait pas dépasser 44 gigatonnes. C'est en fonction de cette limite que les experts réunis par le PNUE - au total 28 équipes de recherche ont été mobilisées - ont examiné les engagements pris depuis Copenhague par 42 pays industrialisés et 44 pays en développement. Ils ont sondé la sincérité de ces promesses en essayant, par exemple, d'identifier tout ce qui pourrait artificiellement " bonifier " les objectifs affichés. La façon de comptabiliser le carbone stocké par les forêts en fait partie.

L'AIE a raisonné en passant au crible les infrastructures existantes qui contribuent au réchauffement - les centrales à énergies fossiles, bien sûr, mais aussi les bâtiments non isolés, les usines... - et elle conclut que, compte tenu de leur durée de vie, elles absorbent d'ores et déjà 80 % du " budget carbone " dont nous disposons pour plafonner la hausse des températures à 2 °C. Sans un changement de cap radical, cet objectif n'a donc aucune chance d'être atteint.

Faut-il cependant l'enterrer dès maintenant ? L'AIE comme le PNUE s'y refusent. Réserve obligée ou sincère conviction ? A la veille de Durban, le PNUE s'efforce encore de fournir une feuille de route pour " combler le fossé ".

Laurence Caramel

© Le Monde

◀ **article précédent**

Protestations en Israël contre des...

article suivant ▶

La fronde monte contre le train de déchets...